une 445 26/04/07 3:00 Page 1

L'hebdo des socialistes

N°445 • samedi 28 avril 2007 • 1,5 €

La France à l'Élysée !

Récit d'anticipation : les 100 premiers jours de Ségolène à l'Élysée

18-19 n 445 26/04/07 2:41 Page 2

La France à l'Élysée

Récit d'anticipation

Le 6 mai, vous avez le pouvoir de faire en sorte que ces lignes deviennent réalité

Évidemment, *Ségolène présidente*, c'est encore une fiction, à l'heure où s'écrivent ces lignes. Les résultats encourageants du 22 avril nous invitent à penser que cet *Hebdo* de l'entre-deux tours – qui annonce crânement « la France à l'Élysée » – n'est finalement qu'une anticipation. À tous ceux de vos proches ou amis qui ne seraient pas encore convaincus de voter Ségolène Royal, vous pouvez faire lire cette nouvelle.
Il s'agit d'une œuvre de pure invention littéraire. Toutefois, l'imagination de l'auteure, Aurélie Filipetti, n'a pas été sollicitée au-delà du raisonnable. Nous lui avons simplement demandé de bien vouloir imaginer les cent premiers jours de Ségolène à l'Élysée, à partir des engagements que cette dernière a pris durant sa campagne.
Alors oui, ce récit qui prend la forme d'une lettre à un ami persan n'est encore que vraisemblable. Pour le passage du souhaitable au réel, tout dépend de Ségolène Royal, mais aussi de vous. De votre capacité à convaincre. Le 6 mai, faites en sorte que le visage qui s'affiche sur nos écrans à 20 h soit celui de Ségolène Royal !

Cher Usbek,

Je ne sais pas si tu as réussi à avoir beaucoup d'informations, du fond de ta Perse, sur l'élection présidentielle française. L'élection, oui, bien sûr, mais ce qu'elle a changé dans mon pays ? Je t'adresse donc quelques pages de notes, prises pour te tenir informé de ce qui s'est passé chez nous pendant ces quelques mois qui ont suivi l'élection de Ségolène Royal à la présidence de la République. L'ambiance rappelle la fièvre de mai 1981. Ce sont de bien beaux moments. J'ai essayé, malgré la ferveur des derniers mois, d'écrire pour toi presque chaque soir quelques lignes factuelles. Bien à toi, Roxane.

8 mai

Un Parisien ouvre ses fenêtres et découvre le ciel ensoleillé sur les toits de Paris : « Ça alors, nous avons une femme présidente de la République et la tour Eiffel est toujours là ! ». C'est le dessin de Plantu dans *Le Monde* cet après-midi.

Pour toutes les femmes dans le monde, c'est une avancée majeure. Je suis émue. Je pense à mes sœurs d'ailleurs, elles regardent aujourd'hui la France avec admiration, comme au temps des Lumières... Je pense aussi à toutes les femmes ici qui n'ont pas la parole, sur leur lieu de travail ou chez elle. Pour elles aussi, c'est un espoir en marche.

Chirac a assisté à sa dernière cérémonie officielle et les Français à la plus grande fête populaire depuis le 10 mai 1981. Toute la tension accumulée, la colère face à la pression médiatique le soir du premier tour, avec les images du favori des puissants dans sa voiture noire remontant les quais de Seine, toute cette machinerie de guerre qui semblait pouvoir écraser d'une piche-

18-19 n 445 26/04/07 2:42 Page 3

Salaires, pouvoir d'achat : en finir très vite avec la vie trop chère

Attentive aux conditions de vie des milieux les plus modestes comme des classes moyennes, la candidate prendra rapidement des mesures pragmatiques : hausse du smic, revalorisation des retraites et des salaires, lutte contre les loyers trop chers et la pénurie de logements.

La pauvreté n'a de cesse de progresser en France. Elle touche de plus en plus les populations que l'on considérait jusque-là comme appartenant aux classes moyennes. Car les prix augmentent – logement, alimentation, carburant – mais les salaires eux ont tendance à stagner. Pour répondre à cet état de fait, Ségolène Royal propose un ensemble de mesures concrètes et, surtout, rapides. « Les Français n'ont pas seulement le sentiment, mais la démonstration, que leur pouvoir d'achat baisse ; ils ont le sentiment, et parce que c'est la réalité, qu'on leur ment sur l'indice des prix », dénonçait la candidate le 17 octobre 2006.

Dans un premier temps, elle a décidé d'agir sur les salaires. Elle propose déjà de relever le smic à 1 500 euros brut le plus tôt possible dans la législature. Sans compter le coup de pouce supplémentaire qu'elle lui donnerait dès juillet 2007. Aujourd'hui un smicard, soit près de 18% de la population active, doit vivre avec 1 000 euros nets par mois.

Mais la candidate ne veut oublier personne. Et surtout pas tous ceux qui gagnent plus que le smic mais pas assez pour vivre bien. « Il est aussi important d'encourager l'accélération, la progression des salaires, plutôt que de figer un salaire minimal qui va provoquer un écrasement de la hiérarchie salariale », déclarait-elle en octobre 2006. « Afin de tirer vers le haut tous les salaires, une conférence nationale sur les salaires, les revenus et la croissance réunissant les partenaires sociaux sera organisée dès juin 2007. Cette conférence sera annuelle ». À cet objectif s'ajoute la détermination de Ségolène Royal de revaloriser les petites retraites, qui sont souvent bien en deçà du smic. Elle propose de les relever immédiatement de 5 %. Elle développe aussi une vision concrète du quotidien des retraités et c'est pourquoi elle souhaite que le minimum vieillesse soit versé mensuellement.

Le logement est devenu le poste de dépenses le plus important des ménages. Étudiants, jeunes travailleurs, salariés à bas revenus ont aujourd'hui beaucoup de difficulté à accéder à un logement. « La vie chère, c'est surtout le logement : le consensus est total sur la gravité de la situation. Il n'y pas assez de logements, les logements sont trop chers. Il faut mieux appliquer la loi SRU, adopter une politique active de construction de logements, et mettre en place un service de la caution contre « la dictature des agences et des proprios », explique-t-elle dans le pacte présidentiel. Le service public de la caution proposé par Ségolène Royal, mis en œuvre dans les cent premiers jours de son mandat, vise à faciliter l'accès au logement tout en apportant la sécurité de paiement au propriétaire. Et devant la progression mirobolante des loyers, elle envisage de « conditionner les avantages fiscaux et les aides publiques à une modération des loyers ». Il s'agira aussi de contrôler les communes qui ne respectent pas le quota de 20 % de logements sociaux, et de construire 120 000 logements sociaux nouveaux chaque année.

Fanny Costes

18-19 n 445 26/04/07 2:42 Page 4

L'environnement, une priorité immédiate et durable

Après l'instauration d'un moratoire sur les OGM, le gouvernement de Ségolène Royal engagera rapidement les grands débats nationaux sur l'énergie, l'agriculture, le développement durable, tout en mettant en œuvre une politique concrète, notamment pour l'habitat.

Le gouvernement nommé par Ségolène Royal prendra très rapidement certaines mesures concrètes comme l'instauration d'un moratoire sur la culture d'OGM en plein champ et engagera rapidement un grand débat national sur l'énergie. Une des toutes premières mesures sera la nomination d'un vice-Premier ministre chargé du développement durable. « Il assumera un rôle d'impulsion, d'arbitrage, de contrôle et de veille sur les différentes politiques sectorielles qui ont des effets structurant sur le long terme : lutte contre le changement climatique, habitat, transport, agriculture…», explique Bruno Rebelle, conseiller à l'environnement de Ségolène Royal.

Ces premières semaines permettront de mettre en œuvre une nouvelle méthode de gouvernement, indispensable pour engager les mutations importantes qui seront nécessaires pour promouvoir l'excellence écologique. L'ouverture du grand débat national sur la politique énergétique aura ainsi pour finalité de préciser les moyens d'actions permettant d'atteindre l'objectif de diviser par quatre les émissions de gaz à effet de serre en 2050. L'ensemble des acteurs seront mobilisés pour initier le programme national de développement des énergies renouvelables. Ce débat public permettra d'éclairer les choix que le Parlement devra arrêter sur la part du nucléaire dans le mix énergétique, le renouvellement du parc, le choix de construire ou non l'EPR, les contours du grand pôle public de l'énergie autour de EDF-GDF.

La même approche, fondée sur la concertation, guidera les décisions concernant la culture d'OGM en plein champ. « Le moratoire permettra un débat pacifié entre agriculteurs conventionnels, producteurs bio, consommateurs, industries semencières et agro-alimentaires… Ce débat se nourrira des derniers résultats de la recherche et utilisera également le retour de dix ans d'expérience de culture OGM dans le monde. Il pourrait se dérouler jusqu'à fin 2007 et aboutir à une décision avant les semailles 2008 », précise Bruno Rebelle.

Le gouvernement initiera également très vite un programme national de réduction de l'usage des pesticides.

L'organisation d'états généraux de l'agriculture et de la ruralité est à l'agenda des premiers mois. «Ségolène Royal souhaite que les partenaires agricoles se concertent, avant d'engager dès 2008 les négociations avec nos partenaires européens pour réorienter les aides agricoles vers une agriculture créatrice d'emplois, respectueuse de l'environnement et de la qualité des produits, et ne générant pas de distorsions au dépend des petits producteurs des pays en voie de développement. »

Parallèlement se dérouleront des assises de la viticulture pour définir les modalités de dynamisation des instances professionnelles afin de mieux promouvoir les produits français sur les marchés internationaux.

Enfin, dans le domaine de l'habitat, des mesures seront prises dès septembre pour lancer le programme d'isolation dans l'habitat. De même, l'exigence de la norme de haute performance énergétique et haute qualité environnementale (HQE) pour tous les permis de construire pourrait voir le jour d'ici le 1er janvier 2008. « Ces mesures peuvent être entérinées assez vite, d'autant que les artisans y sont favorables et que ce seront des initiatives créatrices d'emploi pour toute la filière », note Bruno Rebelle.

Éric Lamien

18-19 n 445 26/04/07 2:43 Page 5

nette nos troupes joyeuses mais artisanales... et puis, au bout, le succès... Comme les soldats grecs de Salamine, acculés à la victoire par leur infériorité numérique elle-même.

10 mai

Pour l'anniversaire de la victoire de François Mitterrand, un rassemblement est organisé à la Bastille. Des télégrammes de félicitations envoyés de partout dans le monde s'accumulent rue de Solférino : « un moment historique pour la France », « une recomposition historique sans précédent », « une nouvelle ère politique », « Le temps des femmes est arrivé », « un grand pas pour la cause des femmes », « le nouveau visage de Marianne », « les Français ont préféré la France de la réconciliation à la France de la confrontation », « une nouvelle social-démocratie à la française », « un soulagement pour l'Europe ».

16 mai

Aujourd'hui, cher Usbek, l'heure est grave. Je sais combien tu es attaché aux symboles de la République et au cérémonial laïque qui assoit la légitimité de nos institutions démocratiques.
À onze heures tapantes, Ségolène Royal entre à l'Élysée, l'ancien président Jacques Chirac en sort une heure plus tard. Dans l'intervalle, la Présidence a changé de visage et la France a changé d'âme. Celle que l'on peut désormais appeler Madame la Présidente l'accompagne sur le perron, descend quelques marches avec lui, lui tend la main.
Il s'incline.

Entre-temps – « une longue conversation », « un délai inhabituel », « un entretien poussé », diront les commentateurs – quelques mots d'analyse du résultat de l'élection, de la situation politique et économique du pays, et enfin, la transmission de la clef du feu nucléaire.

« On est un peu prisonnier ici, vous verrez », lui confie Jacques Chirac à mi-voix. Elle sourit : « il suffit d'en sortir. » Elle l'a dit : elle sera chaque semaine au contact des Français. Elle tiendra parole. C'est aujourd'hui son premier bain de foule de présidente.

Bien sûr, les journaux bruissent de rumeurs sur la composition – dont on sait qu'elle sera resserrée – du gouvernement. Le politiquement correct fait des émules : ceux qui ont rivalisé de misogynie pendant la campagne font désormais assaut de précautions oratoires dans leurs déclarations ou leurs écrits. Dans leurs supputations, on évoque toujours « le ou la » Premier-ère ministre, et à chaque fois, l'on prend soin de citer des femmes.

Très vite, la présidente nomme son Premier ministre.
Celui-ci annonce la composition du gouvernement : un souffle d'espoir passe sur le pays. « Concentrée, féminisée, efficace, issue d'horizons politiques divers et ouverte, voilà le profil de l'équipe », analyse *Libération*. Il y a un nouveau poste au gouvernement : pour la première fois, un vice-Premier ministre du Développement durable, distinct du ministre de l'Environnement, sera chargé de la coordination de toutes les politiques publiques, de la réflexion et de l'anticipation sur les enjeux écologiques.

18-19 n 445 26/04/07 2:43 Page 6

Sans même attendre la réunion du premier Conseil des ministres, la Présidente convoque une Conférence sur les revenus et la croissance. Son porte-parole, sur le perron de l'Élysée, indique que la table ronde avec les partenaires sociaux aura pour objet de relever le pouvoir d'achat des Français, de faire pièce à la vie chère, et de réorienter les aides aux entreprises vers la création d'emplois et l'innovation.

Le Cercle des jeunes dirigeants, comme l'ensemble des organisations syndicales, se félicite de la célérité de la présidente à mettre en œuvre l'un de ses principaux engagements de campagne. Le Medef dénonce une opération de communication politique qui risque de mettre en « péril l'équilibre des entreprises », et indique que « seule la baisse des charges patronales et la disparition du contrat de travail peuvent permettre de résoudre le chômage ».

On apprend que le concurrent défait a organisé un dîner avec ses principaux soutiens : Lagardère, Bouygues, Dassault, Albert Frère, et autres patrons du CAC 40. Les femmes de l'UMP, qui avaient été mises en avant pendant la campagne, sont désespérées : elles sont de nouveau marginalisées et réduites aux postes subalternes dans leur parti.

22 mai

À marquer d'une pierre rouge dans l'histoire du mouvement féministe : Olympe de Gouges fait son entrée au

18-19 n 445 26/04/07 2:44 Page 7

Des services publics pour tous, sur tout le territoire

À l'inverse du candidat de droite, Ségolène Royal ne supprimera pas des postes de fonctionnaires, au risque d'aggraver les inégalités territoriales, mais veillera à ce que les services publics soient plus efficaces, mieux répartis, plus adaptés à des enjeux de société comme la petite enfance, le logement ou la sécurité.

La candidate socialiste entend immédiatement « renforcer la présence des services publics dans les zones rurales et les quartiers populaires ». Pour rendre les services publics forts, efficaces et garants de l'égalité réelle, Ségolène Royal s'engagera auprès des agents de la fonction publique, confrontés, depuis cinq ans, à de nombreuses saignées et une baisse substantielle de leur pouvoir d'achat. Manière de prendre la mesure de leurs revendications et de surseoir à la disparition massive de postes dans les services de l'État, qui n'étaient plus en mesure d'assumer correctement leurs missions. Le message est clair : ne pas toucher au nombre de fonctionnaires, mais travailler à une meilleure répartition géographique des compétences.

Dans ce contexte, l'urgence est à la refonte des grilles salariales, l'amélioration des déroulements de carrière et une meilleure maîtrise des dépenses, permettant d'assurer l'égal accès de tous aux services publics. À charge, pour les collectivités territoriales, de redéfinir leurs rôles respectifs, en évitant l'enchevêtrement des compétences et les financements croisés, nuisibles à l'efficacité publique. « Il ne s'agit pas tant de licencier des fonctionnaires que de redéfinir leurs missions, en relançant le processus de décentralisation », précise Christian Martin, secrétaire national du PS en charge des services publics.

La candidate souhaite, par ailleurs, mettre en place un service public de la petite enfance, un service public de la caution, pour rétablir la police de quartiers, lancer une réflexion sur les nouvelles missions confiées aux hôpitaux de proximité, ou sur la régionalisation du service public de l'emploi… En attendant d'autres grandes réformes – en particulier, la création d'un pôle public de l'énergie entre EDF et GDF.

Bruno Tranchant

18-19 n 445 26/04/07 2:44 Page 8

Panthéon, près de deux cent quinze ans après avoir été guillotinée.

Jeanne Moreau lit *La Déclaration des droits de la femme et de la citoyenne* sur les marches du Panthéon.
Ségolène Royal porte deux roses à la main, une pour honorer l'Histoire, une pour saluer l'avenir, a-t-elle déclaré. C'est un bien beau visage pour Marianne... 26 ans après...

Cher Usbek, on était toi et moi des enfants quand Mitterrand est arrivé au pouvoir, et là, tout à coup, nous sommes tous sur la photo : c'est étrange d'avoir l'impression de sauter dans un livre d'histoire à pieds joints.

La campagne législative bat son plein dans toutes les circonscriptions de France. Évidemment, chaque membre de la future majorité présidentielle, a placé une photo de Ségolène sur son affiche et sa profession de foi.

29 mai

La présidente de la République, lors de l'une de ces conférences de presse qu'elle a décidé de tenir régulièrement (car « une présidente au contact des Françaises et des Français est une présidente qui s'adresse à eux »), annonce que la Conférence sur les revenus et la

18-19 n 445 26/04/07 2:45 Page 9

croissance approuve le principe des emplois-tremplins et le droit au premier emploi, afin qu'aucun jeune ne demeure plus de six mois sans travail après sa sortie du système scolaire.

Le « contrat de progrès » avec les PME est mis à l'essai dans trois régions, puis il sera étendu à l'ensemble du territoire après un bilan participatif mené par des experts et des citoyens.

La présidente annonce qu'elle ouvre un chantier essentiel pour l'avenir du pays et la rénovation de la démocratie : la modernisation de la démocratie sociale, avec les partenaires sociaux, afin qu'émergent des propositions pour faciliter, financer en partie, et encourager, l'engagement syndical et que les représentants syndicaux aient plus de poids dans les entreprises.

4 juin

Nouvelle conférence de presse de la présidente : accompagnée de son vice-Premier ministre du Développement durable, elle décrète un moratoire sur les OGM en plein champ et l'ouverture d'une conférence de citoyens sur les organismes génétiquement modifiés. Pendant plusieurs semaines, experts, élus, citoyens, vont discuter ensemble des enjeux scientifiques et techniques, mais aussi de l'impact social et économique de ces technologies. Comme elle l'avait annoncé pendant sa campagne, « les décisions qui concernent la vie et l'avenir de tous les citoyens méritent qu'ils y soient associés, qu'ils en soient informés, qu'ils puissent en débattre en toute liberté » – car « là où il y a mensonge, là où il y a secret, il y a

Plus d'enseignants, plus d'écoute, plus d'avenir

Préparation de la rentrée scolaire, rétablissement des emplois supprimés dans l'Éducation nationale, tenue d'états généraux, soutien aux universités et à la recherche : comme prévu, dès la rentrée 2007, l'éducation sera au cœur de la politique gouvernementale.

Aujourd'hui, la suspicion règne entre enseignants, élèves et parents. Les jeunes manquent de perspectives au cours de leurs études supérieures. La recherche s'expatrie. ». Face au constat du pédagogue Philippe Meirieu, l'urgence est donc au changement. Pour les Français, l'amélioration du système éducatif arrive d'ailleurs en troisième position des priorités que devra avoir le prochain président de la République (sondage IPSOS-*Le Point* du 12 avril).

La première priorité de la candidate socialiste en ce domaine sera l'abrogation du décret Robien du 12 février 2007 qui organise l'allongement de la durée de travail, l'enseignement de deux matières (bivalence) et la nomination sur plusieurs établissements. En outre, elle s'engage à rétablir les postes d'enseignants susceptibles d'être supprimés à la rentrée (près de 5 000).

Autre mesure prévue par la candidate socialiste dès le mois de juin : des états généraux de la réussite scolaire. Avec trois exigences au programme : se concerter, promouvoir la transparence, puis décider. Et trois contraintes : les vacances scolaires, la complexité administrative, la préparation technique d'une rentrée déjà engagée.
Pour Philippe Meirieu, professeur à l'université Lyon II, il faut cibler les premières mesures : identifier au plus vite les classes de CM2, troisième et terminale qui ont besoin d'un suivi, mettre en place un accompagnement public et gratuit, si besoin, en rémunérant les enseignants qui accepteraient d'aider ces enfants. Il souhaite aussi que l'éducation artistique et physique regagne une place conséquente à l'école, pour permettre aux jeunes d'évacuer leur agressivité et éveiller chez eux leur créativité.

O. N.

18-19 n 445 26/04/07 2:46 Page 10

De nouveau, une police de proximité

Parmi les premières mesures prises par Ségolène Royal figurera l'instauration d'une police de proximité, efficace, équitablement répartie sur le territoire, et garantissant la sécurité et la pacification des relations entre les forces de l'ordre et la population.

« Lutter contre toutes les formes de violence. » C'est un des thèmes centraux du projet socialiste. Ségolène Royal s'est engagée dans son pacte présidentiel à réviser l'approche sécuritaire de Nicolas Sarkozy qui a conduit à la dégradation des rapports entre la justice, les forces de l'ordre et la population. Les violences de l'automne 2005 et l'incident en gare du Nord en sont les tristes exemples. Sarkozy ne saurait admettre la faillite de sa politique sécuritaire mais les chiffres ne mentent pas : le taux d'agression contre les personnes a progressé de 20 % en quatre ans. « Quant à la sécurité, ce n'est pas un problème de droite ni un problème de gauche. C'est une préoccupation des Français, en particulier des couches populaires », souligne Ségolène Royal. C'est dans cette logique qu'elle propose le retour de la « police de quartier », supprimée par Sarkozy alors qu'elle avait l'avantage considérable de rapprocher le policier du citoyen.

Delphine Batho, secrétaire nationale PS en charge de la sécurité, estime que « la suppression de la police de proximité a eu des conséquences néfastes et désastreuses que tout le monde déplore aujourd'hui ». L'instauration de la police de quartier englobera le développement « des brigades de mineurs dans chaque commissariat des grandes zones urbaines. La répartition des effectifs sera plus juste, en donnant la priorité aux renforcements quantitatifs et qualitatifs des zones sensibles ». Ces zones seront rendues plus attractives pour les policiers grâce à une hausse de leur rémunération, des avantages de carrière et des aides au logement. « Ce sera l'inverse d'une politique de dilution : on n'ouvrira pas des petites antennes partout, mais de vrais commissariats dans les zones à forte concentration humaine, ouverts 24 heures sur 24, 7 jours sur 7, avec des policiers sur le terrain » précise Delphine Batho.

R. A.

18-19 n 445 26/04/07 2:46 Page 11

souvent catastrophe annoncée ». Les associations écologistes se félicitent de ce geste « qui marque un premier pas vers une prise de conscience des enjeux environnementaux majeurs qui menacent l'avenir de la planète ».

Jacques Chirac, nouveau président de la Fondation Jacques Chirac – La maison brûle, salue cette décision depuis son lieu de vacances...
Le Prix de la meilleure blague politique de la campagne est décerné à Nicolas Sarkozy pour ses 27 citations de Jean Jaurès en un seul discours.

Le vice-Premier ministre chargé du Développement durable prépare le débat national sur la politique énergétique de la France. Il réunit l'ensemble des associations de défense de l'environnement, notamment celles qui avaient claqué la porte des pseudo-débats précédents. Très vite, un consensus se dégage pour proposer de fortes incitations fiscales visant à encourager le développement du plan massif en faveur des énergies renouvelables. L'objectif est de tenir – enfin ! – l'engagement de réduire par 4 d'ici 2050 les émissions de gaz à effet de serre. Le Plan massif pour les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique y seront pour beaucoup.

6 juin

La présidente est arrivée au sommet du G8 à Heiligendamm en Allemagne. Jolie station balnéaire au bord de la Baltique – l'une des mers les plus polluées au monde.

Dans ce cénacle, elle fait son entrée parmi les dirigeants des pays les plus riches du monde. Elle a déjà rencontré plusieurs d'entre eux lors de la campagne. Mais avec George Bush, c'est peu de dire que les relations sont juste cordiales. Au programme de la présidente, le changement climatique, le codéveloppement, la place des pays du Sud dans les rencontres internationales, notamment l'Afrique, le développement d'un commerce plus équitable en s'appuyant sur la présence de Pascal Lamy à la tête de l'OMC.

Priorité à l'université et à la recherche

Ségolène Royal a pour ambition d'adapter les études supérieures aux nouvelles réalités.

Plus d'autonomie pour les universités dans leur gestion des fonds publics, internationalisation de leurs formations et de leurs débouchés, contenus adaptés au marché. La France ne compte que quatre universités dans le top 100 des meilleures universités mondiales. Et ses moyens sont inférieurs à la moyenne des autres pays de l'OCDE (12000 euros par étudiant et par an), un cas rare au sein de l'Union européenne.
Autre chantier prioritaire pour la candidate : l'innovation et la recherche, afin d'enrayer la fuite des cerveaux vers l'étranger et de rattraper le retard accumulé. Ces cinq dernières années, le financement public est passé de 1 % à 0,8 % du PIB. Ségolène Royal veut l'augmenter de 10 % par an, « tout en calquant les programmes des universitaires sur ceux des chercheurs », s'enthousiasme Yves Durand, secrétaire national PS en charge de l'enseignement supérieur et de la recherche. « Seront soutenues la recherche appliquée mais aussi la recherche fondamentale. Cette aide sera accordée en fonction des structures, pas des projets. »

O. N.

18-19 n 445 26/04/07 2:47 Page 12

La bataille pour l'emploi des jeunes

Aider les jeunes à trouver un premier emploi, soutenir les entreprises innovantes, notamment les TPE et les PME, tout en veillant à ce que les aides de l'État soient réellement accordées à bon escient : l'emploi sera au cœur des premiers mois de la nouvelle présidence.

Le 4 avril dernier, 27 économistes, dont Daniel Cohen et Philippe Aghion, lancent un « appel en faveur du programme de Ségolène Royal ». Ils en saluent les principaux points : soutien à l'innovation et à l'investissement et non à la rente ; un service de l'emploi qui accompagne, forme et, quand il le faut, sanctionne les abus ; des parcours professionnels sécurisés ; des réformes qui permettront de rendre les entreprises plus souples et donc plus compétitives, sans pour autant précariser les salariés.

La bataille pour l'emploi est au cœur des préoccupations des Français. Le chômage reste élevé (entre 8,4 % et 8,8 %), la précarité augmente (+16 % de Rmistes depuis 2002) et 70 % des embauches sont des CDD ou des contrats d'intérim. La confiance envers les entreprises s'est effritée. Dès juin, la candidate du Parti socialiste veut lancer des réformes à l'effectivité immédiate.

Ségolène Royal commencera par cibler les jeunes, avec ou sans diplôme, pour les aider à obtenir leur premier emploi. Elle incitera les PME à les recruter, grâce aux emplois-tremplin et au « contrat première chance » (CPC). Le premier est destiné notamment à la professionnalisation des associations et des services d'aide à la personne ainsi qu'au développement des régions. Le second, aux artisans et commerçants, deux catégories qui ont du mal à recruter : 500 000 postes sont vacants.

En fait, les emplois-tremplin existent déjà depuis début 2005, dans certaines régions de gauche, comme en Poitou-Charentes et en Rhône-Alpes. Leur coût est pris en charge par la région, pendant trois à six ans. Il permettent à des personnes au chômage depuis longtemps ou avec des bas niveaux de qualification, de retrouver des responsabilités.

« En plus, travailler pour une association est gratifiant et les individus s'impliquent encore davantage dans leur travail », explique Delphine Pelade, sous-directrice de l'emploi de la région Ile-de-France. L'objectif est d'en créer 500 000, « mais cela ne sera pas possible avec les mécanismes en place actuellement », ajoute Delphine Pelade. « Nous sommes efficaces en qualité, pas en quantité: seulement 1 300 créés chaque année. »

Autre proposition, plus récente : le contrat première chance. Présenté par la sociologue du travail, Dominique Méda, le CPC est destiné à ceux qui sortent chaque année du système scolaire sans qualification : 90 000 jeunes s'arrêtent après avoir passé leur brevet. Il s'agira de conventions ratifiées entre le jeune, la région et une entreprise employant moins de 20 salariés.

Le CPC « n'est pas un nouveau contrat aidé », précise Dominique Méda, « c'est plutôt un sas, pendant lequel le jeune se met à niveau, sur le modèle du compagnonnage ». L'État prendra en charge le salaire et les charges sociales pendant un an : période de trois mois de stage avec formation et/ou tutorat, puis signature d'un contrat d'apprentissage, de professionnalisation ou à durée indéterminée. Si l'entreprise veut se séparer du jeune dans un délai de 18 mois (tentant ainsi de bénéficier d'un « effet d'aubaine »), elle devra rembourser l'ensemble des sommes perçues et trouver un reclassement à son employé.

O. N.

© DR

18-19 n 445 26/04/07 2:47 Page 13

10 juin

Premier tour des élections législatives.

17 juin

Les Français ont choisi une nouvelle majorité parlementaire. Toutes les conditions démocratiques sont réunies pour mener à bien les réformes du pacte.
Les priorités sont réaffirmées : rénovation démocratique, justice sociale, urgence écologique et vitalité économique, impartialité et sobriété de l'État.

20 juin

Les ministres de l'Agriculture et de l'Environnement ouvrent conjointement les États généraux de l'agriculture et de la ruralité.
Le Sommet européen permet de fixer la feuille de route de la relance de l'ambition européenne, en s'engageant sur une dimension sociale renforcée. Angela Merkel, qui assure la présidence de l'Union, se félicite du redémarrage de l'Europe politique grâce au retour d'une France forte et respectée à la table des négociations.
À l'issue de la conférence, les dirigeants européens font une déclaration solennelle sur la situation au Darfour.

21 juin

Le Parlement est réuni en session extraordinaire.
L'Assemblée, elle aussi, est plus féminisée. Surtout, les parlementaires savent que dès la réforme institutionnelle, ils devront renoncer au cumul des mandats. Certains s'en réjouissent, d'autres font grise mine et tentent d'ultimes manœuvres pour louvoyer. Peine perdue !
Le second grand chantier présidentiel est engagé : celui des institutions. Un

Les économistes avec Ségolène Royal

La cohérence économique du pacte présidentiel de Ségolène Royal n'a pas échappé aux spécialistes de la question. Ils sont 27 « économistes aux parcours divers et aux opinions variées » à lancer un appel en sa faveur.

Les raisons sont claires : « Les politiques publiques doivent soutenir l'innovation, l'investissement et non la rente. Elles doivent prendre pleinement en compte les objectifs du développement durable. Il faut attaquer l'échec scolaire à la racine, réformer les universités et offrir une formation professionnelle tout au long de la vie, car le capital humain est le déterminant fondamental de notre croissance. Pour réduire le déficit et redonner des marges de manoeuvre à la puissance publique, l'État doit devenir plus efficace, fixer des missions aux services publics et les évaluer. Les entreprises françaises doivent gagner en souplesse pour être compétitives, mais cette souplesse ne peut s'obtenir au prix de la précarité des individus. La négociation sociale doit jouer pleinement son rôle pour favoriser l'emploi et la progression du pouvoir d'achat des salaires. La fiscalité doit être simple, peser moins lourdement sur le travail et conduire à économiser les ressources naturelles. Selon ces experts, l'approche de Ségolène Royal « est la seule qui prenne en compte ces différents aspects ». Cet appel met à mal l'ultralibéralisme pour le confronter à une politique qui remette « sereinement la France sur le chemin d'une nouvelle croissance durable et partagée ». ***F. C.***

18-19 n 445 26/04/07 2:48 Page 14

Comité constituant consultatif formé de parlementaires, d'élus locaux, de citoyens tirés au sort et de spécialistes de droit constitutionnel est chargé de faire des propositions de réformes pour préparer le référendum de l'automne. Les citoyens sont tirés au sort sur les listes électorales, un principe inventé par la démocratie athénienne, qui fait grincer quelques dents.

Le site internet de l'Élysée sert de relais aux participations des internautes citoyens de la France Présidente. Un seul mot d'ordre : la parole aux citoyens. Ségolène Royal le martèle à chacune de ses interventions : nous avons rendu la parole aux Français, personne ne la leur volera.

La présidente annonce que le changement d'utilisation du fort de Brégançon est à l'étude. La résidence estivale du chef de l'État pourrait être transformée en lieu d'accueil et d'éducation pour des jeunes en rupture sociale et scolaire.

1er juillet

Excellente nouvelle pour les Français : suivant les conclusions de la Conférence sur les revenus et la croissance, le smic est augmenté ainsi que les bas salaires, l'allocation adultes handicapés, les petites pensions et le minimum vieillesse.

9 juillet

Le ministre de l'Intérieur crée une nouvelle police de proximité. Le porte-parole du gouvernement rappelle que certains s'étaient moqués des policiers qui jouaient au basket avec les jeunes, et que le résultat en avait été la rupture du lien de confiance.
Pour accélérer le traitement des affaires pénales comme civiles, les moyens de la justice sont multipliés par deux.

18-19 n 445 26/04/07 2:48 Page 15

Présidente d'une République nouvelle

« La France présidente, c'est la promesse solennelle que la politique ne se fera jamais plus sans les citoyens. » La candidate socialiste a l'ambition de changer la pratique de la fonction présidentielle. Pour cela, la mise en place rapide d'une VI[e] République sera nécessaire.

Aussitôt nommée à l'Élysée, Ségolène Royal formera un gouvernement resserré, chargé de veiller à la mise en œuvre des priorités qu'elle s'est fixée. Parmi ses grands chantiers : la réforme institutionnelle. Elle entend ainsi mettre en place, sous l'autorité du Premier ministre, un « Conseil consultatif constituant », composé de parlementaires, de représentants du conseil économique et social, d'élus locaux, de constitutionnalistes et d'un jury de citoyens tirés au sort.
Un référendum est ensuite programmé à l'automne. « Nous entendons changer de logiciel, au profit d'un nouvel équilibre des pouvoirs et d'un déplacement du centre de gravité de la décision publique, au plus près du citoyen, assure Arnaud Montebourg, député de Saône-et-Loire et porte-parole de la candidate. Le Parlement, dont le rôle sera renforcé, exercera un véritable pouvoir de contrôle sur le gouvernement, tandis que les Français interviendront plus directement dans la décision. C'est bien d'une révolution dont il s'agit, dont nul n'a encore mesuré l'ampleur sismique. »

Quatre piliers en formeront l'ossature : les démocraties sociale, territoriale, participative et représentative. Sur le premier point, la candidate est décidée à promouvoir un syndicalisme de masse. Elle prévoit, à cet effet, l'organisation systématique de la négociation préalablement à toute réforme, en fondant la représentativité syndicale sur l'élection et en généralisant le principe de l'accord majoritaire.

Second axe de la réforme, la démocratie territoriale préfigure une nouvelle étape de la décentralisation, avec des transferts de compétences plus larges aux régions, pour combattre les gaspillages de fonds publics. Afin de lutter ainsi « contre le morcellement du territoire et l'empilement des structures », souligne le député de Saône-et-Loire.

La troisième priorité porte sur la démocratie participative et la revalorisation du Parlement. Celui-ci « interviendra sur la haute administration, en ayant un œil attentif sur les nominations et les comptes publics, tout en laissant à l'opposition le soin d'assurer le contrôle de l'exécution des dépenses publiques, explique Arnaud Montebourg. Nous entendons aussi supprimer l'article 49.3 en limitant l'usage, par le Parlement, des ordonnances et du vote bloqué, et instaurer le mandat unique. Enfin, le chef de l'État partagera les pouvoirs qu'il exerçait jusqu'ici en propre selon des attributs monarchiques. C'est la fin du domaine réservé sur le plan diplomatique. La présidente conservera néanmoins le droit de grâce et la force de frappe, qui relèvent de sa seule autorité. »

Autres réformes : l'introduction d'une dose de proportionnelle et du droit de vote des étrangers aux élections locales de 2008. « Nous entendons aussi améliorer les mécanismes de responsabilité dans l'exercice du pouvoir, tout en multipliant les référendums d'initiative populaire et les droits de pétition pour faire inscrire à l'ordre du jour des collectivités publiques des questions qui échappent au débat », renchérit Arnaud Montebourg. Avant d'insister sur la nécessaire restructuration du Conseil supérieur de la magistrature (CSM), la réforme du mode de désignation des membres du Conseil constitutionnel et du CSA – dont les membres seront désignés par le Parlement à une majorité des 3/5[es] –, l'adoption d'une loi pour renforcer les sociétés de rédacteurs, et des mesures anti-concentration dans le domaine de la presse quotidienne régionale.

B. T.

18-19 n 445 26/04/07 2:49 Page 16

S'il est un engagement qui a été renouvelé et réaffirmé tout au long de la campagne, c'est l'égalité entre les sexes. La première loi mise à l'ordre du jour est celle contre les violences conjugales. Elle est adoptée. « Ce n'est plus seulement de réparations qu'il s'agit, ou de panser les blessures, mais de renforcer la prévention, en portant une attention majeure à l'éducation et à l'égalité à l'école, à la santé publique, à la sécurité », selon le communiqué de l'AFP.
La rentrée scolaire approche, les emplois d'enseignants supprimés par la droite sont rétablis et orientés en priorité vers les établissement classés difficiles. Le nombre d'élèves par classe en CP et en CE1 est au maximum de 17 dans les zones sensibles. L'éducation est bien la priorité des priorités de la nouvelle présidente, qui insiste pour réintroduire l'enseignement artistique de la maternelle à l'université, ainsi que pour soutenir les associations culturelles qui avaient été durement frappées par les restrictions budgétaires.

14 juillet

La présidente assiste au défilé aux côtés d'Angela Merkel, de Romano Prodi et de José Luis Zapatero. Ensuite, ils remontent les Champs-Élysées à pied, symbole de l'Europe en marche...

La garden party est ouverte non plus seulement aux officiels et à leurs familles, mais à des citoyens tirés au sort.
L'invitée d'honneur est Mélanie Bétancourt, la fille d'Ingrid.

Mieux protéger les femmes

La loi-cadre contre les violences faites aux femmes répondra aux situations d'urgence en garantissant la sécurité des victimes et mettra aussi l'accent sur l'accompagnement de celles-ci et sur la prévention.

Aujourd'hui en France, en moyenne, une femme meurt tous les trois jours sous les coups de son conjoint. Et la justice reste insupportablement impuissante face à des actes trop souvent relégués à la sphère privée. Les femmes n'osent pas porter plainte, leur protection n'est pas suffisamment assurée et, comble de la contradiction, c'est la femme qui doit quitter le domicile et non le conjoint violent !

Face à cette réalité, Ségolène Royal propose d'agir enfin, et de faire de la lutte contre les violences faites aux femmes une « affaire d'État ». Le premier texte voté au Parlement sera donc une loi-cadre contre ces violences sur le modèle de la loi espagnole de 2004. « Comme la loi espagnole, elle garantira aux femmes la sécurité de leur domicile, assurera la coordination de l'ensemble des acteurs, fixera les moyens de l'hébergement d'urgence. Elle appuiera le travail des associations déjà très mobilisées. Elle mettra l'accent sur la prévention et sur le suivi des victimes comme des auteurs. Les unes et les autres ont besoin d'être aidés. Je crois que là aussi, c'est au premier acte de violence qu'il faut agir », a précisé Ségolène Royal le 28 février dernier.

Cette loi imposera notamment à tous les départements de créer des lieux d'accueil pour les femmes en souffrance. La candidate socialiste va même plus loin. La peur de porter plainte reste telle chez les femmes maltraitées qu'elle envisage l'adoption d'un dispositif juridique permettant à la police d'intervenir sur un « flagrant délit ». Mais la loi n'a pas seulement vocation à répondre à l'urgence face à de tels actes. Elle permettra également de proposer un meilleur accompagnement des femmes pour reprendre pied dans la société, et aussi des hommes pour qu'ils soient soignés. Comme le souligne Ségolène Royal, c'est le seul moyen de « mettre fin à cette spirale de la violence et de la brutalité ».

F. C.

18-19 n 445 26/04/07 2:49 Page 17

6 août

Vacances pour tout le monde. Courtes. C'est la première vraie halte de Ségolène Royal depuis des mois. Elle ne change pas ses habitudes pour autant : vacances familiales, avec juste les officiers de sécurité en plus.

Avant les vacances parlementaires, le ministre de l'éducation nationale a annoncé que l'allocation de rentrée scolaire versée aux familles serait doublée.
Elle est versée immédiatement.

Septembre

La loi de finances 2008 est en cours de préparation : le budget de l'université est augmenté de 10 %, celui de la recherche aussi.
La justice sociale passe par la justice fiscale : on réfléchit aux suppressions des niches fiscales, et on instaure un bouclier logement, qui protège les locataires de la hausse exorbitante des loyers.
Grand moment d'expression démocratique dans le pays : le référendum sur la VI^{e} République.
Beaucoup de débats, la droite dure se déchaîne contre la perte de ses pouvoirs.
La suppression du 49.3, la fin du cumul des mandats, les droits de l'opposition, l'institutionnalisation de la démocratie participative, le renforcement des pouvoirs du Parlement, les jurys citoyens, la transformation du CSA en Haute Autorité du pluralisme, dont les membres sont nommés par l'Assemblée à une majorité des 3/5^{e}, l'ouverture du Conseil économique et social aux représentants d'associations de défense de l'environnement et de la culture... Le renforcement de la démocratie, son approfondissement.
C'est une révolution douce, celle de la France, enfin présidente.

Aurélie Filipetti

Quelle présidente sera Ségolène Royal ?

Une plus grande proximité avec les Français, et une responsabilité réellement assumée par le gouvernement et le chef de l'État : tel pourrait être le diptyque pour définir le sens du mot « présidente » version Ségolène Royal.

« Le Premier ministre, quel qu'il soit, aura un rôle très simple, une feuille de route claire : mettre en application le pacte présidentiel. C'est sur cette base que j'aurai été élue. Ce pacte présidentiel, que j'ai élaboré avec les Français, dans un rapport dialectique avec eux, au cours de cette belle phase de démocratie participative si décriée autour de moi, la moindre des choses est qu'il soit mis en chantier sans délai. Et je viendrai personnellement, tous les ans, rendre compte devant le Parlement de l'application du pacte présidentiel », déclarait Ségolène Royal à l'hebdomadaire *L'Express*, début avril. Car dans cette élection elle ne souhaite pas conquérir un pouvoir personnel mais retrouver la confiance de la population. Son expérience professionnelle et intime l'a conduite à vouloir agir pour le mieux-vivre de tous, et avant tout des plus démunis. « Il n'y a pas de liberté sans justice, de démocratie sans éducation et d'efficacité économique sans sécurité sociale. C'est tout cela que je veux réconcilier. C'est ma conviction de femme de gauche et de progrès, c'est ma volonté d'agir pour l'intérêt général. »

F. C.